

Memorial

des
Großherzogthums Luxemburg.



MÉMORIAL

DU
Grand-Duché de Luxembourg.

Zweiter Theil.
Verschiedene Mittheilungen.

N^o 22.

SECONDE PARTIE.
PUBLICATIONS DIVERSES.

Freitag, 14. Mai 1875.

VENDREDI, 14 MAI 1875.

Rundschreiben vom 12. Mai 1875, die Versicherungen gegen Hagelschlag, Viehsterbe u. s. w. betreffend.

Die Ackerbau-Commission hat zu wiederholten Malen die Aufmerksamkeit der Regierung auf die Nothwendigkeit gelenkt, die Versicherungen gegen Hagelschlag und Viehsterbe im Großherzogthum einzuführen. Eine andere Art von Versicherung, deren Bedürfnis sich ebenfalls mehr und mehr fühlen läßt, ist diejenige gegen Unfälle, wovon Personen, besonders Arbeiter, betroffen werden können.

Verschiedene ausländische Gesellschaften, welche den einen oder den andern dieser Gewerbszweige betreiben, haben die Ermächtigung, ihre Operationen auf das Großherzogthum auszudehnen, nachgesucht und erhalten; jedoch sind dieselben vor den gesetzlichen Bedingungen, welchen sie sich hätten unterwerfen müssen, namentlich vor der Caution, zurückgeschreckt.

Das Gesetz vom 20. März 1853 über die Versicherungen sieht keinerlei Dispens von dieser Caution vor; nichts destoweniger können die auf Gegenseitigkeit beruhenden Gesellschaften diese pecuniäre Garantie nicht leisten, da sie kein Capital besitzen und der Reglements-Beschluß vom 5. Juni 1853, welcher hauptsächlich die Feuerversicherungen im Auge hat, die Caution auf ein Minimum von 20,000 Franken feststellt, Biffer,

Circulaire du 12 mai 1875, concernant les assurances contre la grêle, la mortalité du bétail etc.

La Commission d'agriculture a, à différentes reprises, appelé l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'introduire dans le Grand-Duché les assurances contre la grêle et contre la mortalité du bétail. Un autre genre d'assurance, dont le besoin se fait également sentir de plus en plus, c'est celui qui concerne les accidents pouvant atteindre les personnes et particulièrement les ouvriers.

Diverses sociétés étrangères exerçant l'une ou l'autre de ces branches, avaient sollicité et obtenu l'autorisation d'étendre leurs opérations sur le Grand-Duché, mais elles ont reculé devant les conditions légales auxquelles elles auraient dû se soumettre, notamment le cautionnement.

La loi du 20 mars 1853, qui régit les assurances, ne prévoit aucune dispense de ce cautionnement; cependant les sociétés fondées sur la mutualité ne peuvent pas fournir cette garantie pécuniaire, parce qu'elles n'ont pas de capital, et l'arrêté réglementaire du 5 juin 1853, qui paraît avoir eu en vue principalement les assurances contre l'incendie, a fixé le cautionnement à 20,000 francs au minimum, chiffre évidemment trop élevé, notam-

welche offenbar zu hoch gegriffen ist, namentlich für Hagel- und Viehversicherungen.

Um diese Sachlage nach Möglichkeit zu bessern und bis dahin die Revision des Gesetzes vom 20. März 1853 vorgenommen sein wird, hat die Regierung den Königl.-Großh. Beschluß vom 23. April d. J. (Memorial 1875, Nr. 13, I Theil) hervorgerufen, gemäß welchem die erste von anderen als Lebens- und Feuer-Versicherungs-gesellschaften zu stellende Caution bis zum Betrage von 2000 Franken ermäßigt werden kann.

Luxemburg den 12. Mai 1875.

Der Staatsminister, Präsident der
Regierung,
F. de Blochausen.

ment pour les assurances contre la grêle et contre les pertes de bétail.

C'est pour porter remède autant que possible à cette situation et en attendant la révision de la loi du 20 mars 1853, que le Gouvernement a provoqué l'arrêté royal grand-ducal du 23 avril dernier (Memorial 1875, I, N° 13), d'après lequel le premier cautionnement à fournir par les compagnies d'assurances, autres que celles qui opèrent sur la vie de l'homme ou contre les risques de l'incendie, pourra être réduit jusqu'à concurrence de 2000 francs.

Luxembourg, le 12 mai 1875.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.

BANQUE NATIONALE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

État mensuel. — Situation au 30 avril 1875.

Actif.		Passif.	
Versements restant à appeler . . .	frs. 7,800,000 *	Capital	frs. 15,000,000 *
Caisse	" 1,463,807 49	Billets en circulation *)	" 4,006,121 88
Portefeuille	" 5,059,347 15	Comptes courants et dépôts d'es-	
Effets à l'encaissement	" 38,964 17	pèces	" 1,223,069 24
Avances à court terme sur dépôts		Divers	" 513,391 45
d'effets publics	" 4,999,239 38		frs. 20,741,582 57
Fonds publics	" 1,203,327 50		
Divers	" 476,896 88		
	frs. 20,741,582 57		

*) Les billets de la Banque Nationale sont admis en paiement dans les caisses de l'État.

Taux d'escompte et d'intérêt :

Traites acceptées.	4 pCt.
" non acceptées.	4½ pCt.
Avances sur dépôts d'effets publics ou d'autres valeurs garanties par des États.	5 pCt.
Dépôts des communes ou autres établissements publics.	4 pCt.
Dépôts des particuliers avec faculté de retrait après 3 jours de préavis.	3 pCt.
id. id. id. id. après 6 mois de préavis.	4 pCt.

Bekanntmachung. — Medicinalwesen.

Durch Beschluß vom heutigen Tage ist Margaretha Schlechter, Frau Worst, aus Pfaffenthal, zur Hebammenpraxis zugelassen worden.

Luxemburg den 10. Mai 1875.

Der General-Director der öffentlichen Bauten,
B. v. R ö b e.

Avis. — Service médical.

Par arrêté de ce jour, la nommée Marguerite Schlechter, épouse Worst, du Pfaffenthal, a été admise à exercer comme sage-femme.

Luxembourg, le 10 mai 1875.

Le Directeur général des travaux publics,
V. DE ROEBE.

Bekanntmachung. — Weiderecht.

In seiner Sitzung vom 13. März 1875 hat der Gemeinderath von Grevenmacher ein Reglement über das Weiderecht beschlossen. — Besagtes Reglement ist vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg den 5. Mai 1875.

Der General-Director der Justiz,
Alph. FUND.

Avis. — Vaine pâture.

Dans sa séance du 13 mars 1875, le conseil communal de Grevenmacher a arrêté un règlement sur la vaine pâture. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié.

Luxembourg, le 5 mai 1875.

Le Directeur général de la justice,
Alph. FUNCK.

Bekanntmachung. — Indigénat.

Aus zwei am 17. und 23. Februar d. J. durch den Bürgermeister der Stadt Luxemburg aufgenommenen Acten geht hervor, daß die Herrn:

1° Peter August Kauffeld, Bureauchef bei der Verwaltung der Prinz Heinrich-Eisenbahnen, geboren zu Luxemburg den 2. September 1838, Sohn des verstorbenen Johann Mathias Kauffeld aus Preußen, und dessen überlebenden Gattin Elisabeth Michel, letztere aus Luxemburg, und 2° Rodolph August Ludwig Debické, Kaufmann, geboren zu Luxemburg den 22. Mai 1830, Sohn des verstorbenen Wilhelm Ferdinand Debické aus Preußen, und dessen verstorbenen Ehefrau Maria Anna Vandernoot, letztere aus Luxemburg, erklärt haben, den Vortheil des Art. 10 des Civilgesetzbuches zur Wiedererlangung der Eigenschaft von Luxemburgern beanspruchen und ihren Wohnsitz zu Luxemburg nehmen zu wollen.

Luxemburg den 13. Mai 1875.

Der General-Director der Justiz,
Alph. FUND.

Avis. — Indigénat.

Il résulte de deux actes reçus les 17 et 23 février dernier par le bourgmestre de la ville de Luxembourg, que

1° M. Pierre-Auguste Kauffeld, chef de bureau à l'administration des chemins de fer Prince-Henri, né à Luxembourg le 2 septembre 1838, fils de feu Jean-Mathias Kauffeld, originaire de Prusse, et de son épouse survivante Elisabeth Michel, cette dernière originaire de la ville de Luxembourg, et 2° M. Rodolphe-Auguste-Louis Debické, négociant, né à Luxembourg le 22 mai 1830, fils de feu Guillaume-Ferdinand Debické, originaire de Prusse, et de feu son épouse Marie-Anne Vandernoot, cette dernière originaire de Luxembourg, ont déclaré vouloir revendiquer le bénéfice que leur accorde l'art. 10 du Code civil pour recouvrer la qualité de Luxembourgeois et vouloir fixer leur domicile à Luxembourg.

Luxembourg, le 13 mai 1875.

Le Directeur général de la justice,
Alph. FUNCK.

Chemins de fer Prince-Henri. — Recettes des lignes en exploitation (100 kilom.)

RECETTES.	Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	RECETTES totales.
Du 1 ^{er} au 30 avril 1875	9,991 11	120,689 23	4,171 55	134,851 89
Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 1875	24,935 67	303,002 47	7,310 30	335,248 44
Du 1 ^{er} janvier au 30 avril 1875	34,926 78	423,691 90	11,481 85	470,100 33

Produit kilométrique correspondant fr. 14,296 05

Nichtamtliche Mittheilungen. — Publications non officielles.

PUBLICATIONS faites conformément à l'article 24 de la loi du 17 décembre 1859, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

D'un exploit de l'huissier Guillaume Crendal, de Luxembourg, en date du 30 avril 1875, enregistré, il résulte qu'à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la Société anonyme des chemins de fer des Bassins Houillers du Hainaut, dont le siège est établi à Bruxelles, rue Royale N° 60, représentée par son président du Conseil d'administration M. Simon Philippart, demeurant à Saint Gilles-lez-Bruxelles, et respectivement de la Société anonyme des chemins de fer Prince-Henri, établie et domiciliée à Luxembourg, représentée par son administrateur délégué M. François-Emile Majerus, demeurant à Colmar-Berg, pour lequel est constitué et occupera M^e Paul Eyschen, avocat-avoué, demeurant à Luxembourg, et en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par M. le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le 27 avril 1875 ;

Assignation a été donnée à Pierre Lippert, propriétaire et cultivateur, demeurant à Lamadelaine, à comparaître le mardi, 4 mai 1875, à neuf heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, au palais de justice à Luxembourg, pour :

I. Voir dire que les formalités prescrites par la loi ont été remplies, pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique de la pièce de terre labourable d'une contenance totale de 43 ares 60 centiares d'après le cadastre, y inscrite sous le N° 239, section B, sise ban de la commune de Petange au lieu dit « Offelt » entre Bierre Biver et la société Sclessin, N° 180 du plan parcellaire, dont l'emprise pour la construction du chemin de fer est de 11 ares 14 centiares.

II. Voir donner acte aux requérants qu'ils offrent au défendeur Lippert à titre d'indemnité : a) pour 9 ares 55 centiares de la susdite pièce de terre, y compris la valeur du minerai, la somme de 230 frs. par are, soit la somme de frs. 2387 50 cent. ; b) pour 1 are 39 centiares de la même pièce, dont Lippert a exploité le minerai, la somme de 40 francs par are, soit la somme de frs. 63 60 cent.

III. Voir ordonner provisoirement la mise en possession des poursuivants à charge par eux de consigner préalablement l'indemnité offerte ;

IV. Voir procéder conformément à la loi au règlement de l'indemnité revenant à l'exproprié et des frais judiciaires de l'instance.

D'un exploit du même huissier, en date du 4 mai 1875, enregistré, il résulte qu'à la requête du même, pour lequel est constitué et occupera M^e Paul Eyschen, avocat-avoué, demeurant à Luxembourg, et en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par M. le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le 3 mai 1875 ;

Assignation a été donnée à M. Théodore du Rieux, propriétaire-rentier, demeurant à Longwy, à comparaître le mardi, 11 mai 1875, à neuf heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, au palais de justice à Luxembourg, pour :

I. Voir dire que les formalités prescrites par la loi ont été remplies, pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle de terre labourable, N° 45 du plan parcellaire, d'une contenance de 9 ares 80 centiares, emprise dans une pièce de terre sise lieu dit « Im Wouscht » entre Jean Baptiste Dondelinger et la veuve Jean-Pierre Origer, N° 954 du cadastre, section B.

II. Voir donner acte aux requérants qu'ils offrent au défendeur du Rieux à titre d'indemnité la somme de 47 francs 50 centimes par are, soit pour les 9 ares 80 centiares celle de fr. 465 50 cent.

III. Voir ordonner provisoirement la mise en possession des poursuivants à charge par eux de consigner préalablement l'indemnité offerte.

IV. Voir procéder conformément à la loi au règlement de l'indemnité revenant à l'exproprié et des frais judiciaires de l'instance.

L'avoué du poursuivant l'expropriation,
PAUL EYSCHEN.